

effet, à ce qui est advenu des efforts que nous avons tentés en cette enceinte pour créer un comité sur la recherche scientifique dont l'objet aurait été d'accélérer les travaux de ce genre dans notre pays. Je n'ai pas l'intention de parler longuement de cette question. On sait que depuis quelques années il m'est arrivé deux ou trois fois de traiter assez longuement cette question. J'exprimais par exemple l'espoir, à la dernière session, que nous pourrions créer un comité chargé d'accélérer la recherche scientifique au Canada. Nous qui siégeons de ce côté-ci de la Chambre sommes reconnaissants à ce gouvernement-ci, comme du reste à tous les gouvernements, groupements, particuliers, etc., de tous les efforts tentés en ce sens. J'aimerais ajouter que, de l'avis de plus d'une autorité compétente, nous, de notre pays, retardons par rapport à d'autres pays en ce qui concerne le montant dépensé par habitant au titre de la recherche. Cela tient sans doute, du moins en partie, à ce que bien des industries canadiennes ont leur siège aux États-Unis ou en Grande-Bretagne où des programmes importants de recherches ont été mis en marche.

Je tiens à affirmer ici,—en cela le ministre est beaucoup mieux renseigné que moi,—que là où la recherche se poursuit avec diligence, on a obtenu de grands résultats. Je pense que notre propre société Polymer constitue un des meilleurs exemples de cela au Canada. Le ministre admettra, je crois, que c'est la recherche, jointe à la compétence combattive des administrateurs, qui a amené la société Polymer au point où elle en est aujourd'hui. Je me suis réjoui hier de l'entendre dire que plusieurs pays européens achètent du caoutchouc produit par notre propre usine canadienne à Sarnia.

Je n'ai pas l'intention de citer beaucoup de chiffres. Toutefois, je dois dire que la société Polymer a consacré beaucoup d'argent à la recherche. Si les députés veulent se renseigner sur la recherche poursuivie par cette société, il leur suffit d'étudier ses comptes rendus annuels. Ils y trouveront ce qu'on a dit,—je pense que c'est le président de la société—du rôle de la recherche dans les succès remportés par cette société.

Monsieur le président, ainsi que je l'ai signalé il y a quelques instants, j'avais inscrit au *Feuilleton*, l'année dernière, un projet de résolution tendant à la formation d'un comité. C'était dans le dessein, surtout, d'accélérer la recherche au Canada parce que, depuis un certain nombre d'années, je suis d'avis que nous devons apporter plus d'attention à la nécessité de la recherche et aux résultats qu'elle peut donner. Notre pays

n'est-il pas, en définitive, un pays commerçant.

Pour soutenir, à l'étranger, la concurrence d'autres vendeurs, il nous faut offrir des produits à des prix de concurrence. Nous devons aussi nous préoccuper de la concurrence à laquelle nous faisons face dans notre propre pays. Dans bien des cas, c'est la recherche qui permet à notre industrie de soutenir la concurrence étrangère. En poussant la recherche, des industries qui éprouvent actuellement des difficultés pourront trouver la route plus facile à l'avenir.

Un autre point dont il faut tenir compte est celui de la situation économique, non seulement au Canada, mais à l'étranger. Il nous faut comparer notre situation à celle d'autres pays depuis deux ou trois ans, comparer leur embauchage au nôtre, voir le tableau de l'emploi pour nous et pour eux, opposer le nombre de leurs chômeurs à celui des nôtres, rechercher les causes du chômage. Sans m'arrêter à cette question, je puis dire que le chômage ne s'est guère fait sentir en Grande-Bretagne l'an dernier, alors que le Canada comptait 600,000 sans-travail. Il y a nombre d'années que la Grande-Bretagne reconnaît la nécessité d'intensifier la recherche. Quant aux États-Unis, ils ont laissé la régression derrière eux. Le chômage, outre-frontière, n'était pas comparable au nôtre. Je consignerai quelques chiffres au compte rendu en vue de démontrer que les États-Unis ont, par tête d'habitant, dépensé beaucoup plus que le Canada au chapitre de la recherche.

L'an dernier, ma motion n'a pas été mise en délibération, faute de temps. C'est une explication. J'ai encore inscrit cette motion au *Feuilleton*, à cette session-ci, et le ministre a assuré à la Chambre,—je crois que c'était le 3 février,—que le comité serait institué en vue d'étudier la recherche en général. Afin d'éviter que la Chambre soit invitée à débattre la même question deux fois, j'ai retiré ma motion. C'était sans doute une erreur de ma part; mais j'ai accepté l'assurance que le ministre nous avait donnée: un comité serait institué.

J'espérais que ce comité entendrait d'autres personnes que celles qui sont au service de l'État, que viendraient y témoigner des gens appartenant à divers secteurs de la vie canadienne, par exemple des représentants de l'Institut de chimie du Canada, de l'Institut des ingénieurs du Canada, de l'Institut canadien des mines et de la métallurgie, de la Chambre de commerce du Canada, de l'Association canadienne des manufacturiers, de la Fédération canadienne des agriculteurs et d'autres spécialistes ou économistes qui travaillent dans le domaine de l'agriculture, des